

<http://gec.venissieux.org/Psychologue>



Psychologue

- Lettre des élus -



Date de mise en ligne : lundi 24 juillet 2017

Copyright © Elus communistes et apparentés de Vénissieux - Tous droits

réservés

Encore une fois, l'opposition a utilisé une délibération pour répéter ses dénonciations systématiques, sans aucun souci du dossier concret, de l'intérêt des agents ou des usagers.

A propos du rapport concernant le recrutement d'un psychologue, entre Ben Khelifa qui croit que les salariés vont être psychanalysés et Girard qui s'embrouille dans sa déclaration, chacun fait comme si cet emploi était la preuve d'une situation sociale interne à la Ville, et qui nécessiterait un plan d'urgence.

Il est complètement stupide et inconscient de laisser croire que les salariés vont être soignés dans nos murs. Les soins éventuels relèvent, bien évidemment, des choix de chacun. Mais la responsabilité de la Ville est de pouvoir détecter, aider et accompagner des situations personnelles difficiles que créent parfois les vies familiales, les histoires particulières, mais aussi les fractures sociales. Nos agents sont comme l'ensemble des citoyens, marqués toujours plus durement par la violence sociétale.

Évidemment, il n'est pas question de se substituer à un médecin spécialisé, d'imposer un suivi décidé par la Ville, ni de faire de la médecine au rabais, mais bien de prévenir et d'anticiper les situations à risque. Quand un agent, quel qu'il soit, se sentira en « mal-être », en souffrance, il aura une oreille attentive à son écoute, une personne qui pourra rapidement évaluer, analyser, faire remonter la situation et prendre les mesures nécessaires pour parer à toutes difficultés. C'est bien d'un outil supplémentaire dont la collectivité s'arme, en complément de l'assistante sociale existante, et du médecin du travail, déjà préoccupés par ce sujet psychologique.

Il est indigne de la part d'élus de la République de dénigrer les missions de santé au travail portées par des professionnels au service des agents, pour de basses raisons politiciennes.